leur donnoient au contraire sujet d'espérer qu'ils auroient été traités d'une manière plus favorable, & que le Gouvernement s'il n'avoit pas aboli les anciennes impositions, auroit évité du moins de les augmenter, ou d'en établir de nouvelles. Il est connu que ces impositions ont été une suite des circonstances où la République se trouva à la fin de la guerre, & qui la mirent dans la nécessité d'avoir recours à ce moyen, pour rétablir le crédit de la Banque de Saint Georges. Une autre raison du mécontentement de ces Payfans, c'est qu'ils prétendent avoir lieu de se plaindre, que les Villes, au lieu de porter leur part des impôts à proportion égale, ont trouvé le moyen d'en faire tomber sur eux la plus grande partie. Le Gouvernement a pris toutes les mesures que la prudence pouvoit lui suggérer, pour calmer ces mouvemens tumultueux. Il a aussi fait marcher des détachemens de Soldats pour intimider les mutins, mais avec ordre aux Commandans de n'user des voyes extrêmes, que lorsqu'ils y seroient indispensablement obligés. Dans ces circonstances, le Roi de Sardaigne, afin de ne laisser aucun doute de la sincérité de ses sentimens envers la République, a fait défendre aux Gouverneurs des Places frontières de ses Etats, d'y laisser passer ni armes, ni munitions de guerre, destinées pour l'usage de ces mutins.

Une Barque de l'Etat, montée en guerre & employée à croiser sur les Corsaires de *Barbarie*, s'est emparée, au mois d'Avril d'un de ces Corsaires dans le Golfe de *Palma* en Sardaigne. Il a fait passer sur son bord le Reis, ou Commandant, avec quatorze hommes & sept blessés qui restoient de l'Equipage; & comme le Bâtiment Corsaire, par la longueur du combat, n'étoit plus